

L'hon. Eric W. Kierans (Duvernay): Monsieur l'Orateur, j'aimerais parler assez longuement des répercussions générales des récentes mesures prises par les États-Unis, et peut-être un peu moins de notre réaction immédiate que représente le bill à l'étude, car ce sont les répercussions générales qui peuvent causer le plus de tort à l'économie canadienne.

Dans notre réponse, nous avons oublié, je pense, que la surtaxe ne frappera pas surtout les exportateurs, car un tel revirement dans la politique des États-Unis aura, bien sûr, des répercussions profondes sur le revenu national brut au Canada. Nous pourrions, en conservant certains de nos marchés d'exportation, atténuer quelque peu le coup porté aux exportateurs particuliers, mais nous n'allégerons pas pour autant les effets plus pénétrants qui frapperont les détaillants, les grossistes, les constructeurs, les cultivateurs et d'autres personnes dans tous les secteurs d'activité.

• (4.10 p.m.)

La réponse présente un autre aspect. On pourrait comparer la surtaxe de 10 p. 100, dans ses effets, à une politique de protections tarifaires que le Canada prendrait de sa propre initiative afin de créer une industrie manufacturière canadienne plus efficace. Ces protections, beaucoup en conviendront, ont rendu l'industrie inefficace à cause de l'étendue du marché, ce qui ne dépend pas des personnes engagées, mais aussi parce qu'en attirant des capitaux et de nouvelles entreprises au pays, elles ont créé un trop grand nombre d'entreprises dans un marché restreint. De façon générale, trop d'usines compétitives sur le plan international sont inefficaces quant à la compétence, au prix de revient et à l'échelle des salaires.

Une diminution des exportations n'entraîne pas la baisse de la capacité au Canada. La capacité demeure et elle va pour une large part se tourner vers l'intérieur. Ce mouvement vers l'intérieur se fera parce qu'il s'agira de capter une plus grande part du marché dans une industrie donnée. Tout en admettant que la politique est bonne dans une situation normale et qu'elle doit vraiment être adoptée, j'hésite à dire que le gouvernement du Canada subventionne en fait certaines entreprises d'une industrie pour soutenir ce genre de concurrence et qu'il ne traite pas tout le monde également. En d'autres termes, une entreprise dont le commerce d'exportation dépassait 20 p. 100 de sa production serait maintenant subventionnée dans une grande mesure afin de conserver sa main-d'œuvre. Celle-ci pourrait être employée à fabriquer des marchandises. Certaines iront à l'exportation et dans le cas de d'autres, grâce à différents moyens de concurrence, des entreprises chercheront à disputer une partie du marché national à celles ne bénéficiant pas du même avantage. Il me semble donc, monsieur l'Orateur, qu'il sera difficile de décider, tant que gouvernement, de prendre à notre charge les deux tiers de la rançon qu'en fait le président des États-Unis réclame du peuple canadien pour conserver l'entrée du marché américain.

A mon avis, pour juger non seulement cette politique mais toutes nos politiques futures, car cela sera certainement insuffisant et le gouvernement ne le conteste pas, il nous faut comprendre le problème qu'affrontent les États-Unis. L'année dernière, leur balance des paiements a

[M. Nowlan.]

accusé un déficit de 11 milliards de dollars. Leurs dépenses, naturellement, sont bien connues. L'une d'elle est le coût de leurs vastes opérations militaires, non seulement au Vietnam, mais pour le maintien de forces armées en Europe afin d'assurer la défense du continent, et de leurs autres forces dans le monde entier. Une autre dépense est attribuable à leur détermination de rester en tête dans le domaine technique quoiqu'il en coûte à leur économie—et ils envoient maintenant une partie de la note au reste du monde. Ils engagent de grandes sommes d'argent dans toutes sortes d'entreprises techniques, qu'il s'agisse d'envoyer des astronautes sur la lune, d'explorer Mars ou de proposer la construction d'avions transatlantiques supersoniques, ce qu'eux-même trouvent finalement difficile à financer. Toutes ces dépenses ont exercé de grandes pressions sur leur balance des paiements.

Une autre dépense, c'est leur programme d'aide à l'étranger, dont certaines phases ont été réduites. Une dépense qui a profité à l'industrie canadienne, non la plus efficace au monde, c'est l'inflation qui a frappé l'économie américaine et qui a entraîné la revalorisation de leur dollar de 6 à 10 p. 100 par rapport à la monnaie des autres pays. Les Canadiens en ont profité et ont exporté de grandes quantités de produits fabriqués, tout comme, entre autres, les Japonais et les Allemands.

Il y a eu d'importantes sorties du compte de fabrication qui sont inhabituelles pour l'économie américaine. Il y a des sorties continues et fondamentales de ressources, et de fonds destinés à l'achat de ressources. Les Américains ont des ressources considérables, mais, dans bien des cas, ils ne tiennent pas à les mettre en valeur, préférant les conserver comme base de leur sécurité future.

M. Benjamin: C'est bien vrai!

L'hon. M. Kierans: Ils se tournent donc vers le monde entier, cherchant à posséder, à contrôler et, surtout, à importer des ressources partout où il y en a de disponibles.

Les sorties du compte de fabrication leur ont coûté, aussi, des sorties de capitaux nécessitées par l'achat d'industries et de ressources dans d'autres pays. Peuvent-ils maintenant renverser la vapeur quant aux sorties du compte de fabrication? Je crois que, de toutes, ce sont les seules sorties auxquelles ils puissent mettre fin. Je crois qu'ils ont ralenti l'exportation de capitaux aux fins de l'achat de nouvelles entreprises. Mais je ne crois pas qu'au fond ils veuillent vraiment le faire.

Donc, monsieur l'Orateur, ils ne vont pas ralentir la sortie de devises destinées à l'acquisition de ressources. Ils peuvent réduire l'aide à l'étranger, mais très peu seulement, car leur prestige est en jeu. Ils ne vont pas réduire leurs dépenses militaires dans le monde entier ni celles affectées à la conquête de l'espace et de la technologie, parce que leur puissance est en jeu. Nous découvrons maintenant que le pays le plus industrialisé du monde a donné une série de directives qui signifient, en fait, que toutes les sommes qu'il a dépensées pour mettre au point la technologie la plus poussée n'ont pas rapporté le genre de croissance nécessaire pour maintenir le plein emploi. Les États-Unis ont dû reconnaître que selon leur estimation, même les industries aussi modestes que celles de la chaussure et des textiles ont besoin d'être protégées